

SOMMAIRE

1 - le Zaïre : élément clé de l'Afrique médiane

11-Un pays incontournable.

12-Des richesses colossales.

13-Une fragilité politique endémique

2 – Les facteurs aggravants :

21- Le conflit des grands lacs.

22- Le conflit du Congo Brazzaville.

23- Le poids des réfugiés ;

3 – Une nouvelle donne géopolitique dans l'Afrique médiane

31- L'Ouganda, la nouvelle puissance.

32- Des alliances nouvelles.

33- Les pays occidentaux : acteurs incontournables.

Traditionnellement, les géographes subdivisent l'Afrique sub tropicale en plusieurs entités : Afrique centrale, Afrique des grands lacs, Afrique de l'Est ou corne de l'Afrique, et Afrique australe. Il peut dès lors paraître inopportun et prétentieux de vouloir introduire une nouvelle entité : l'Afrique médiane.

M. Yves Lacoste introduit cette notion dans la revue Hérodote. Le but ne vise pas à compliquer un peu plus la situation dans cette partie de l'Afrique centrale. En revanche l'introduction de cette notion peut permettre de mieux appréhender les multiples problèmes qui s'y trouvent. Bien évidemment cette sphère ne remet bien sûr pas en cause les multiples sous-ensembles précédemment cités

Dans ce cadre et avant toute chose, il semble nécessaire de préciser physiquement ce nouvel ensemble spatial. Une première représentation spatiale fut donnée par les Allemands. En effet avant la première guerre mondiale, Berlin appelait cette région Mittel Afrika (Afrique du milieu ou Afrique médiane). Cela regroupait la zone du Tanganyika, du Rwanda, du Burundi et du Cameroun alors colonies de l'empire allemand. Tout récemment M. Yves Lacoste définissait cet ensemble de façon différente. Cette ère géographique s'étend de l'océan Indien à l'océan Atlantique en englobant l'Afrique Centrale (y compris le Gabon et la République Centrafricaine), l'Afrique Orientale mais aussi le Soudan, l'Ethiopie ainsi qu'une part de l'Afrique australe.

Au regard de ces définitions nous retiendrons comme zone celle proposée par M. Lacoste. Les pays suivants concernés par cette étude seront donc : Le Soudan, l'Ouganda, le Rwanda, le Burundi, la Tanzanie, la Zambie, l'Angola, la République Démocratique du Congo, et le Kenya.

Après avoir défini cette sphère, il faut se poser la question de la pertinence de mener une étude sur cette partie de l'Afrique. En fait depuis le début des années 90 cette région subsaharienne est en proie à de graves vicissitudes dont les crises rwandaise et zairoises en sont la parfaite représentation. Ces troubles mettent en lumière les enjeux géopolitiques qui agitent cette zone. C'est en ce sens que cette étude s'avère intéressante.

Il s'agira de démontrer qu'au sein de cette Zone, la conflagration du Zaïre et de ses marches bouleverse totalement le paysage géopolitique de cet ensemble.

En effet cela s'explique d'une part au regard du poids que représente le Zaïre dans cette partie de l'Afrique. D'autre part les différentes guerres civiles et conflits qui se sont déroulés dans cette région apparaissent comme des facteurs aggravants. Enfin et surtout les conséquences qui en découlent amènent à une nouvelle recomposition des rapports de forces dans cette région.

1-La République démocratique du Congo : Elément clé de l’Afrique médiane

11 Un pays incontournable

La république Démocratique du Congo est le plus vaste Etat d'Afrique avec une superficie de 2345410 km, soit quatre fois la France. Elle s'ouvre sur l'Atlantique à l'ouest, par une étroite fenêtre qui coïncide avec l'embouchure du fleuve Congo Elle possède en outre 9165 km de frontières avec le Congo Brazzaville au nord-ouest, la République Centrafricaine au Nord, le Soudan au nord-est, l'Ouganda, le Rwanda, le Burundi et la Tanzanie à l'Est, la Zambie au Sud et l'Angola au sud-ouest.

Ces frontières politiques correspondent, sauf au sud-ouest et au sud, à des limites naturelles : les cours du Congo, de l'Oubangui et du Bomou entre la RDC, le Congo Brazzaville et la RCA. Mais aussi la ligne de partage des eaux entre bassins du Congo- et du Nil, côté Soudan et la profonde dépression tectonique méridienne des confins orientaux, jalonnée par les lacs Albert, Edouard, Kivu, Tanganyika et Moero, du côté des Etats d'Afrique de l'Est.

Il s'agit donc d'un pays gigantesque qui potentiellement peut être générateur de problème.

La population, qui s'élève à 43,9 millions d'habitants en 1995, est à 80% bantoue. Elle est divisée en quelques 250 groupes ethniques dont la répartition géographique est très complexe. Parmi les groupes les plus nombreux, citons les Kongo au Kongo Central et débordant sur le Congo Brazzaville et l'Angola, les Mongo et les Zandé dans la cuvette congolaise, les Luba au nord-est du Kasai et au Nord Katanga, les Lunda au Katanga ainsi qu'en Angola et en Zambie. Dans les régions septentrionales, les peuples sont d'origine soudanaise. Certains peuples des confins orientaux sont d'origine nilotique. Presque totalement isolés au sein de la forêt équatoriale habitent les peuples pygmées. Là encore ce kaléidoscope humain recèle potentiellement des facteurs de déstabilisation.

12 Des richesses colossales

L'économie de l'ex zaïre est presque exclusivement tournée vers l'activité extractive. De 1972 à 1987, le secteur minier (hydrocarbures inclus) a représenté environ 15 % du PIB du pays et de 80 à 90 % des exportations.

Avant l'indépendance, sa part dans ces dernières n'était que de 55 % environ. Son accroissement, depuis lors, est plus de l'effondrement des exportations du secteur agricole qu'à son développement.

Les gisements minéraux de la RDC concernent des ressources de base, des matières précieuses, des produits nécessaires aux industries stratégiques et quelques d'hydrocarbures.

Pour ce qui est des minerais nécessaires aux industries lourdes, le sous-sol congolais renferme du cuivre et du zinc. Première ressource du pays, le cuivre est utilisé en industrie électrique, en mécanique, dans le bâtiment et les transports. Il était produit par deux sociétés : la Gécamines (Générale des carrières et des mines) et la Sodimiza. La politique d'authentification a conduit au remplacement de l'encadrement étranger de la Gécamines par des Zaïrois. Après plusieurs années durant lesquelles la production fut maintenue par la consommation des stocks tampons, la situation s'est dégradée rapidement tant à cause de la mauvaise gestion de la société que du pillage de ses produits par le régime. La Sodimiza a été créée à la fin des années 1960, dans l'extrême sud-est du Shaba, par un consortium à majorité japonaise, pour exploiter un gisement de cuivre. L'opération a toujours été déficitaire et la mine est passée sous contrôle de l'Etat zaïrois en 1987. Elle a cessé sa production en 1993.

Métal industriel de base, le zinc était produit par la Gécamines dans sa mine de cuivre et zinc de Kipushi. Le noyage accidentel de la mine en 1991 a mis un terme à cette production.

En ce qui concerne les matières précieuses, la RDC est richement dotée en diamants et en or.

L'extraction diamantifère est effectuée dans le Kasai par la Minière du Bakwanga (MIBA) et par environ 100 000 artisans indépendants. Les deux tiers de la production quittent ainsi le pays en contrebande, pour les tailleries d'Anvers. Toutefois, le Zaïre a été jusqu'en 1986 le premier producteur mondial de diamants, du moins en millions de carats. Cependant, la valeur des pierres zaïroises est très inférieure à celle des pierres de l'Afrique du Sud, du Botswana ou de la Russie qui se disputent les premières places mondiales. Les diamants n'en constituent pas moins actuellement la principale source de devises du pays depuis l'effondrement de la production de la Gécamines.

L'or est extrait par deux sociétés (la Société minière du Kivu -Sominki- et l'Office des mines de Kilomoto -Okimo-) et les orpailleurs artisanaux. Les entreprises, qui avaient été nationalisées, ont vu leur production décliner tant faute d'investissements, que du fait de mauvaises gestions, de malversations, de vols et de contrebande. Leurs réserves sont cependant encore importantes

La RDC peut fournir les industries de pointe en cobalt, en cadmium, en manganèse, en tantale, en niobium. Le cobalt est un sous produit du traitement des minerais du cuivre vital pour l'industrie d'armement. Il intervient notamment dans la composition d'alliages utilisés pour les moteurs à réaction. Les tonnages ne sont pas très importants mais la haute valeur du cobalt en a fait longtemps la deuxième source de revenus de la Gécamines et même du Zaïre.

Longtemps en situation de quasi-monopole, avec 60 % de la production mondiale, la RDC en est encore le deuxième producteur derrière le Canada. Le

cadmium qui sert notamment dans la galvanoplastie et les accumulateurs alcalins mais surtout dans l'industrie nucléaire, était produit par la Gécamines comme sous-produit du zinc. Le manganèse, qui intervient dans l'élaboration de l'acier, était produit dans une mine près de Dilolo, dans l'ouest du Katanga. La fermeture de la ligne de chemin de fer qui acheminait le minerai vers le port de Lobito, consécutive à la guerre civile angolaise a provoqué la faillite de la mine.

Les sites d'étain et de niobotantalates (le tantale, sous-produit de l'étain, sert à la construction de condensateurs électroniques, d'alliages super-réfractaires ainsi qu'en génie chimique) de la Sominki étaient en voie d'épuisement. L'arrivée des réfugiés rwandais leur a porté le coup de grâce.

13- une fragilité politique depuis la fin de la guerre froide

Lors de la Conférence de Berlin en 1885, Léopold II, second roi des Belges, se vit confier, pour son compte personnel, la charge de protecteur de l'Etat indépendant du Congo. Toutefois, réalisant l'immensité des ressources de ce pays, il céda par un traité du 28 novembre 1908, à la Belgique, ses droits sur ce pays qui devint colonie du Royaume de Belgique.

De 1908 à 1960, la colonisation belge entreprit l'équipement et l'exploitation des richesses agricoles et minières. D'immenses concessions furent accordées à de grandes sociétés, tandis que s'installait une administration paternaliste.

Le Congo Léopoldville obtint son indépendance le 30 juin 1960. Après la mise en place de la nouvelle organisation du pays, très centralisée, avec un parlement à deux chambres. Ce dernier votera la confiance au Gouvernement de Patrice Lumumba (président du Mouvement National Congolais) qui désignera Joseph Kasavubu comme chef de l'Etat. Au sein du Gouvernement que dirige Lumumba, Joseph Désiré Mobutu est secrétaire d'Etat. Il est ensuite nommé chef d'Etat-major des Armées avec le grade de Colonel.

Par le coup d'Etat du 24 novembre 1965, Mobutu déclara assumer les fonctions de Président de la République pour une période de cinq ans. Cet événement fut plutôt bien accueilli par la communauté internationale qui vit en lui l'homme capable de mettre fin à l'anarchie sanglante du Congo. Le Général Mobutu va alors concentrer progressivement le pouvoir entre ses mains. Il réduit le rôle du Parlement et, en 1967, crée un parti unique, le Mouvement populaire de la révolution (MPR, dont sont membres d'office tous les Zaïrois) et promulgue une nouvelle constitution.

Avec la stabilité et le prix élevé du cuivre, suivra une période que l'on peut considérer comme faste pour le pouvoir. La réforme monétaire de 1967 accélère la reprise économique et le taux d'accroissement du PNB est supérieur à 8% à partir de 1969. Mais cela ne durera pas

Ayant atteint l'âge de quarante ans, Mobutu peut être constitutionnellement élu. Il le sera dès le mois d'octobre de la même année. Un an après il met en œuvre la zairianisation dans le cadre d'une campagne d'affirmation de l'identité zaïroise.

Mais à compter du milieu des années 70, la situation intérieure se dégrade avec la baisse des prix des matières premières. De plus ses relations avec le camp occidental se détériorent gravement.

La corruption et les détournements de fonds sont monnaie courante et le Zaïre finit par détenir la dette la plus élevée de l'Afrique.

Réélu en 1977 et en 1984, Mobutu se voit contraint en 1990, à la suite de graves troubles politiques, économiques, sociaux et universitaires, d'accorder un certain nombre de réformes dont le multipartisme- Mais il ne joue pas véritablement le jeu, freine les réformes, s'efforce de revenir sur ses concessions, divise l'opposition. En outre, l'argent commence à lui manquer : l'économie minière, principale source de revenus du régime et de son chef, s'effondre.

Suivent alors des années troublées, avec pillages et massacres à Kinshasa en 1991 et 1992, révolte de l'armée en 1993, chute dramatique des exportations, déliquescence de l'autorité gouvernementale au niveau provincial... Dans ce chaos, la Conférence Nationale, chargée en 1991 de rédiger une nouvelle constitution et à laquelle succède en 1992 le Haut Conseil de la République Parlement de Transition (HCR-PT), ne parvient pas réellement à traduire concrètement les aspirations démocratiques de la population. En 1995, la transition démocratique est prolongée pour deux ans en vue d'organiser en mai 1997 des élections générales et un référendum constitutionnel. En novembre de la même année, Mobutu fête le trentième anniversaire de son accession au pouvoir et semble redevenir l'interlocuteur incontournable de l'Occident. Mais le temps du "Dinosaure" est en réalité loin.

Gravement malade depuis 1996, souvent absent de son pays, usé politiquement, Mobutu n'est plus que mollement soutenu par ses amis francophones. En outre depuis la fin de l'affrontement Est-Ouest, on constate un désengagement des puissances occidentales au Zaïre. La mise au ban de la communauté internationale signifie la fin du régime zaïrois. Mais surtout, il est devenu le tyran à abattre pour ses voisins de l'Est. L'Ouganda et le Rwanda, en particulier lui reprochent d'avoir fait preuve de complaisance envers les ex-Forces Armées Rwandaises qui encadrent les camps de réfugiés dans l'est du Zaïre et menacent la sécurité de leurs frontières.

Enfin à partir d'octobre, Mobutu ne peut rien faire face à l'avancée de Laurent Désiré Kabila, soutenu par la quasi-totalité des Zaïrois. Rapidement, le régime s'effondre, et les ralliements à l'AFDL se multiplient.

L'Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo-Zaïre (AFDL) est constituée officiellement courant octobre 1996 à partir de la fusion de quatre partis : le Parti de la Révolution Populaire (PRP) de L-D Kabila, le Mouvement révolutionnaire pour la libération du Zaïre (MRLZ), l'Alliance démocratique des peuples (ADP) et le Conseil national de résistance pour la démocratie (CNIW). Une petite armée est constituée, ne comprenant guère que 8 500 à 10 000 hommes. Mais elle est bien équipée et bien encadrée par des conseillers de l'Armée Patriotique Rwandaise.

Il est probable que Kabila et ses amis ont été les premiers surpris de leur succès. Ainsi, Bukavu tombe le 30 octobre 1996, Kisangani le 18 mars 1997, Lubumbashi le 10 avril. Très vite, Kabila devient le libérateur, l'homme qui, enfin, est en mesure de mettre à bas un régime détesté. Son image est bonne car pendant plus de trente ans, il n'a jamais négocié avec Mobutu. Ce dernier quittera Kinshasa le 16 mai 1997 pour le Maroc en passant par le Togo. A Lubumbashi, Kabila se proclame président de la République Démocratique du Congo le 17 et s'installe à Kinshasa le 20 mai.

Mobutu meurt le 7 septembre 1997. Il laisse à son successeur une situation économique et sociale catastrophique.

L'avènement de Laurent Désiré Kabila, soutenu par les ennemis de Mobutu, à la tête de la RDC a changé la donne géopolitique en Afrique centrale et australe. Les adversaires du Zaïre sont donc devenus les alliés de la République Démocratique du Congo. Tout l'équilibre de cette région que représente l'Afrique médiane s'en trouve profondément modifié. Cet équilibre demeure précaire au regard des luttes intestines qui touchent de façon récurrente cette région.

La République Démocratique du Congo, par son étendue et sa position centrale en Afrique, joue donc un rôle crucial sur les pays qui l'entourent. Cette présentation de la RDC révèle ainsi un pays aux ressources immenses pour les secteurs stratégiques des pays occidentaux (industries aéronautique, spatiale et nucléaire).

La RDC est donc à l'image d'un géant jeté à terre sur lequel s'exercent nombre de convoitises et d'intérêts susceptibles de déstabiliser toute la région. Mais avant de susciter de telles appétits, il faut étudier les facteurs aggravants qui participent à la déstabilisation de cette Afrique médiane.

2 Les facteurs aggravants

21 le conflit des grands lacs de 1994 à 1997

Lorsque Laurent Désiré Kabila lance son offensive au Zaïre, à la fin de 1996, il bénéficie de l'appui des pays de la région des Grands Lacs. En effet, ces Etats ont récemment changé de régime et ne se montrent pas favorables à Mobutu. Ils ont donc tout intérêt à ce que la situation tourne en leur faveur dans le plus vaste Etat de la sous-région. Pour expliquer le soutien du Rwanda et du Burundi au nouveau chef de la RDC, il est donc nécessaire de revenir sur les bouleversements qu'ont connu ces pays depuis 1990.

Le Burundi et le Rwanda sont d'anciennes colonies belges dont l'indépendance, en 1962, a donné lieu à une décomposition des structures de l'Etat et à un regain des rivalités ethniques. De fait, l'ethnisation de la vie politique et sociale remonte à l'époque de la colonisation qui a déstabilisé, à des fins de contrôle, l'équilibre traditionnel qui existait dans cette région de l'Afrique (selon le vieux principe britannique « divide to rule »). La vie politique s'est depuis lors exprimée et développée selon des clivages ethniques et les conflits sociaux ont été interprétés en termes communautaires.

Sur ces espaces pauvres, enclavés, aux densités de peuplement parmi les plus élevées du monde, deux ethnies se disputent le contrôle des pouvoirs et des richesses. L'ethnie tutsie, minoritaire, a longtemps été considérée comme une race supérieure d'éleveurs qui contrôlait d'une manière féodale les agriculteurs essentiellement hutus. Le Rwanda et le Burundi, pour avoir des destins parallèles, n'en ont pas moins des histoires antagonistes. Ces pays frères ennemis partagent la sanglante réalité des luttes de pouvoir et la peur viscérale de l'élimination d'une communauté par l'autre. Le conflit intérieur entre les deux ethnies s'est doublé d'un conflit extérieur, chacun des deux Etats abritant un opposant au régime de l'autre.

La crise des grands lacs va déclencher des massacres au Rwanda, une crise politique au Burundi et un afflux massif de réfugiés au Zaïre, en Tanzanie et en Ouganda modifiant le paysage géopolitique de toute cette région et au delà celle de l'Afrique médiane.

Le corollaire de ces conflits se traduit par la présence des réfugiés toujours plus nombreux. Ils posent un véritable problème dans cette région. Par leur poids, ils constituent un facteur de destabilisation de la région. Ce phénomène demeure quoi qu'il en soit récurrent dans cette partie du monde .

Ainsi, en 1962, l'instauration de la République du Rwanda provoque l'exode des Tutsi minoritaires (1/5^{ème} de la population) et l'abolition de leurs privilèges

fonciers. Les exilés prenant le chemin du Zaïre, du Burundi et de l'Ouganda⁷. S'ensuit une longue litanie de tentatives de reprise du pouvoir et de massacres, plus ou moins parrainées par des puissances extérieures. Les tensions avec le Burundi voisin, où la minorité tutsie est au pouvoir, se durcissent.

Pourtant, à partir du milieu des années 1970 les présidents Habyarimana, du Rwanda, et Bagaza, du Burundi, tentent de mettre en place une paix civile régionale stable, l'établissement d'une stricte hiérarchisation sociale construite sur les compétences individuelles devant alors permettre de dépasser les antagonismes ethniques. En 1990, les exilés Tutsis en Ouganda, s'étant regroupés en un Front Patriotique Rwandais (FPR) trois ans plus tôt, décident de tenter une reconquête du pouvoir et organisent un retour par la force au pays. Les premiers combats éclatent à l'automne, sur la frontière entre le Rwanda et l'Ouganda et opposent forces gouvernementales et le FPR. Ce dernier bénéficie de son expérience passée aux côtés de Yoweri Museveni lors de sa prise de pouvoir.

Après une accalmie de quatre ans le FPR décide au printemps de 1994 de poursuivre son avancée dans l'ouest du pays, laissant derrière lui des zones vides. Un nombre croissant de personnes déplacées fuit l'avance du Front Patriotique Rwandais et se rassemble dans les zones contrôlées par les forces gouvernementales.

En janvier 1996, malgré le retour apparent à la stabilité, la tension demeure- De nombreuses infiltrations dans le pays depuis les camps de réfugiés zaïrois par des éléments hutus liés au précédent gouvernement sont signalées. La tension sur la frontière entre le Rwanda et le Zaïre s'accroît en plus des infiltrations par des bandes armées, des sabotages et la construction de caches d'armes et d'arsenaux sont observés. La tension avec la Tanzanie s'accroît également.

Dans ce Kivu déjà fragilisé par la surpopulation, les camps se fixent dans l'urgence sur la frontière zairo-rwandaise sans que les autorités politiques et administratives responsables du génocide soient séparées des simples civils, sans que soient désarmés militaires et miliciens.

Dès mars 1996 une véritable épuration ethnique se déroule dans la région du Kivu zaïroise. Les éleveurs Banyainulenge sont pourchassés et leurs troupeaux décimés. Les Hutus des camps, armée et milices «interhamwe», décident de créer une sorte de «Hutuland», au détriment des populations locales. Avec l'aide des Forces Armées Zaïroises (FAZ), ils massacrent et chassent plusieurs dizaines de milliers de Tutsis de nationalité zaïroise vers le Rwanda. Parmi eux, les jeunes gens brûlent de rentrer au Zaïre les armes à la main.

Dès lors tout est en place pour la guerre du Kivu.

Faisons tout d'abord un point de situation. Au mois de janvier 1996, les alliances peuvent être analysées de la manière suivante :

D'un côté, l'armée et les milices interhamwe (Hutus du Rwanda et du Burundi) ont trouvé refuge au Zaïre d'où, dissimulés parmi la masse de centaines de milliers de réfugiés, ils lancent des actions terroristes au Rwanda et au Burundi. Ils jouissent de l'appui des FAZ. Le gouvernement zaïrois a constamment soutenu les Hutus contre les Tutsis.

De l'autre, l'ensemble des populations tutsies, depuis l'Ouganda au nord jusqu'au Burundi au sud, est en guerre contre le Zaïre et les Hutus qui y sont réfugiés. Animées d'un sentiment séparatiste, les populations zaïroises du Kivu ont fait cause commune avec les Tutsis. Les dirigeants rwandais ne cachent ni leur préoccupation face aux infiltrations des génocidaires, ni leur détermination à faire usage, si nécessaire, du droit de poursuite.

Kigali organise donc la riposte. Durant l'été 1996, de jeunes Tutsis venus du Masisi puis des Banyamulenge suivent un entraînement militaire au Rwanda et reçoivent des armes, pour organiser leur autodéfense. Ils sont prêts à répondre à la moindre provocation. Elle ne tardera pas : fin août, des milices Bafuleru dépendant du vice-président de l'assemblée nationale zaïroise commencent à s'attaquer aux pasteurs Banyamulenge, à prendre leurs biens, à les chasser vers le Rwanda de la même manière que dans le Masisi, au Nord Kivu. A Kinshasa, les chefs des FAZ n'approuvent pas cette chasse aux Banyamulenge dont ils connaissent les qualités guerrières.

Poussés à l'action par Kigali et Bujumbura et aidés d'éléments de l'APK les Tutsis Banyamulenge et ceux originaires du Masisi déclenchent une véritable guerre-éclair le long de la rive zaïroise du lac Tanganyika. Transportés dans la région de Cibitoke au Burundi, ils gagnent la plaine de la Ruzizi et la région d'Uvira où ils s'attaquent aux bases arrières des rebelles hutus. Alors que les Banyamulenge combattent sur les hauteurs, l'armée burundaise franchit la frontière et nettoie la plaine de la Ruzizi. Bukavu et Nyangoma ne tardent pas ensuite à tomber aux mains des Tutsis. Reste à l'APR son principal problème : les camps du Nord Kivu où les Hutus s'abritent derrière des centaines de milliers de réfugiés. Faisant croire que la région est prise en tenaille entre l'APR et les Banyamulenge qui remontaient depuis Bukavu, les Tutsis Rwandais jettent sur les routes des masses de Hutus marchant vers l'ouest. Le dernier pôle de résistance, le camp de Muguba où étaient retranchés l'essentiel des ex-Forces Armées Rwandaises et des milices interhamwe, tombe le 15 novembre 1996.

Pour ce qui concerne le Burundi, tout aussi pauvre que son voisin rwandais mais encore plus enclavé, ce dernier a souvent pâti des luttes ethniques du Rwanda ici aussi, traditionnellement, la minorité tutsie (15 % de la population) a dominé et domine encore le gouvernement, l'armée et les affaires.

En 1962, la révolution hutue au Rwanda provoque un exode massif vers le Burundi de Tutsis qui, dans l'exil, se radicalisent. La constitution de J'UPRONA (Union pour le progrès national), le principal parti Tutsi, remonte à cette époque. L'UPRONA parvient à rester au pouvoir pendant trente ans en imposant une inflexible autorité.

Pendant ces trente années, de 1962 à 1992, le pays est sous la tutelle de l'armée et connaît périodiquement des massacres mutuels entre les deux groupes ethniques, et de premiers déplacements de populations. C'est d'ailleurs dans les camps de réfugiés de Tanzanie qu'est fondé le principal parti hutu burundais, le PALIPEHUTU (Parti pour la libération du peuple Hutu).

22 la crise du Congo-Brazzaville va elle aussi influencer sur la géopolitique de l'Afrique médiane

Avant de voir à quelle donne géopolitique régionale la guerre civile congolaise a abouti, il convient de se pencher tour à tour sur les soutiens qu'ont obtenus les deux parties. Quand, le 5 juin, les premiers obus tombent non loin de la demeure de Denis Sassou Nguesso, à Brazzaville, le Président gabonais Omar Bongo, son gendre, est immédiatement informé. En effet, Sassou Nguesso lui téléphone pour lui demander d'intervenir. Bongo, qui cherche à joindre son homologue Pascal Lissouba, n'y parvient qu'au bout d'environ trente six heures et lui propose le principe d'une médiation. Lissouba accepte mais souhaite parallèlement qu'une personnalité congolaise soit associée à la démarche. Bernard Koleias est retenu pour ce poste tandis que Mohamed Sahnoun, au nom de l'ONU et de l'O U A est aux côtés du Président Bongo. Le chef d'Etat gabonais se trouve donc médiateur dans un conflit qui oppose son propre beau-père à l'un de ses pairs. Mais ce dilemme n'aboutira pas forcément à une préférence de la famille par rapport à l'ethnie.

Dans le cadre des pourparlers de paix à Libreville, après une rencontre avec le président Lissouba, le 16 août 1997, Kabila propose l'envoi à Brazzaville d'une force d'interposition dont les contingents seraient fournis par des pays d'Afrique centrale. Cette proposition ne sera cependant pas acceptée.

Il est toutefois logique que Laurent Désiré Kabila se préoccupe de cette guerre, le Congo et la RDC ayant 2 000 kilomètres de frontières communes, et Kinshasa étant le point de chute des 20 000 Brazzavillois qui ont fui les combats. La

fragile stabilité de la RDC s'en trouve donc largement menacée. Les alliances ont été toutefois modifiées depuis l'éclatement de la guerre à Brazzaville. Laurent Désiré Kabila était alors très réservé à l'égard de Pascal Lissouba, qui avait soutenu le maréchal Mobutu jusqu'à son départ de Kinshasa.

L'apparition aux côtés des forces de Sassou Nguesso d'éléments de la Division Spéciale Présidentielle de Mobutu et de Hutus en fuite des ex-Forces Armées Rwandaises a décidé avec l'appui de ses alliés rwandais et ougandais, du rapprochement de Kabila vers Lissouba. Ce soutien s'est traduit par l'envoi - symbolique- de 500 hommes peu avant la chute de Brazzaville. En outre, Sassou Nguesso est pro-français alors que Kabila est allié à l'Ouganda qui jouit des faveurs des Etats-Unis .

Ces derniers malgré tout tiennent compte de l'alliance entre l'Angola et l'AFDL dans le cadre de la destitution de Mobutu. Ils considèrent aussi la faiblesse de l'aide apportée par Kabila à l'ancien Président congolais. De fait ils détiennent la possibilité de compter la RDC au nombre de leurs alliés et de renforcer un axe Luanda Kinshasa Brazzaville extrêmement puissant en Afrique centrale et australe, maîtrisant dans cette région un peu moins de la moitié du territoire.

La puissance d'un tel axe au plan mondial n'est pas non plus négligeable puisque dans cette zone, s'affrontent de nombreux intérêts intercontinentaux.

23 Le poids des réfugiés

La conséquence de ces actions sera un important mouvement de population. En effet ces conflits déclenchent un exode massif de Tutsis et de sympathisants du FPR vers le Zaïre et la Tanzanie, provoqué en partie par les incitations meurtrières des radios émettant depuis les zones tenues par les forces gouvernementales et appelant à leur élimination radicale. Puis dans ce cadre la conquête progressive du pays par le FPRs'établit sur un pays dévasté et vidé de ses habitants.

Au total la crise de 1994 génère un nombre de réfugiés de plus de 3 millions sur une population totale de 7 millions et demi d'habitants.

En avril 1995, une crise ébranle à nouveau la précaire stabilité du pays. Environ 800 000 déplacés, pour la plupart hutus, rassemblés sur une colline dans le camp de Kibeho, tentent de regagner le Rwanda. L'Armée Patriotique Rwandaise (APR, branche armée du FPR) refuse de les laisser passer et tire sur les réfugiés paniqués. 2 000 Hutus tombent sous les balles tutsies ou étouffés dans la panique ou encore exécutés à la machette par les extrémistes du camp qui s'opposaient à leur départ. A la suite du massacre, le retour au pays des réfugiés

s'arrête. L'explication est duale : les uns ne veulent pas que les réfugiés quittent les camps qui sont sources de leur pouvoir et de leur enrichissement par divers trafics, notamment celui de l'aide internationale dont ils bénéficient indirectement, les autres ne veulent pas du retour des réfugiés, coupables selon eux, sinon d'être les instigateurs du génocide, au moins d'y avoir participé.

Selon les différentes statistiques, les événements ont produit plus de 2 millions de réfugiés rwandais et 3 millions de déplacés rwandais à l'intérieur du pays : 1 million de réfugiés hutus rwandais au Zaïre, répartis dans 57 camps, 200 000 au Burundi et près de 700000 en Tanzanie, auxquels s'ajoutent 200 000 Hutus burundais réfugiés principalement au Kivu.

Ces deux crises majeures consacrent donc l'apparition de Laurent Désiré Kabila et la naissance de l'Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo Zaïre.

Cette avènement a été possible car sur la scène internationale, les Tutsis rwandais et burundais avaient besoin de camoufler leur guerre contre le Zaïre en une révolte populaire zaïroise. Dès lors, Kabila est hissé au premier plan, à la tête des Tutsis zaïrois, et le 18 octobre 1996, l'AFDL est fondée. Mais le projet primitif des Tutsis qui n'était que de créer une zone tampon vidée des milices huttes et des camps de réfugiés qui les abritent, prend une toute autre ampleur à partir du moment où les FAZ fuient. Dès lors le destin de Kabila bascule. Il pressent qu'il peut mettre un terme à la corruption. Alors commence l'offensive de l'AFDL à travers le Zaïre. Les Tutsis du Rwanda et du Burundi ont un intérêt majeur à voir renverser leur principal ennemi dans la région. Leur soutien à Kabila se poursuit donc au-delà de la Guerre du Kivu, dans la conquête du pouvoir zaïrois. Et, d'autres états de l'Afrique centrale et orientale accordent leur appui à l'AFDL.

La prise du pouvoir par Laurent Désiré Kabila transforme alors la donne géopolitique de la région mais aussi les relations de la RDC avec les puissances mondiales. Il renverse complètement les liens qu'entretenait son pays avec ses voisins. Evinçant une classe dirigeante francophile. Il est cependant forcé d'avoir recours à l'aide internationale pour redresser son économie. S'exercent alors sur la RDC de nouvelles convoitises tant au niveau régional que mondial

3 Une nouvelle donne géopolitique

31 L'Ouganda : la nouvelle puissance régionale en Afrique médiane

En 1986, Yuwéri Museveni, de l'ethnie Hima, prend le pouvoir en Ouganda. Ancien guérillero d'inspiration marxiste reconverti au libéralisme, il réussit à instaurer un équilibre politico-ethnique stable et à assainir l'économie ougandaise.

Désormais pays fort de la région des Grands Lacs, l'Ouganda s'oppose au Zaïre pour trois raisons : Kampala soutient les Tutsis au Rwanda et au Burundi (le FPR est parti de l'Ouganda en 1990) alors que Kinshasa prend le parti des Hutus. Le Zaïre a accepté sur son sol la présence des maquis de l'Armée Démocratique Alliée (l'ADA), des fondamentalistes musulmans menaçant le régime de Museveni. En outre, il soutenait le gouvernement islamiste du Soudan en guerre contre les chrétiens et les animistes du Sud Soudan aidés par l'Ouganda.

Contrairement aux propos tenus par les autorités de Kampala, les troupes ougandaises ont dès le 1^{er} décembre 1996 apporté leur soutien à l'AFDL. Si cela a d'abord semblé être un raid dans le Nord Kivu contre des maquis de l'ADA et des ex-FAR rescapés de la victoire tutsie dans le Kivu, raid justifié par l'état-major ougandais au nom du droit de poursuite, le déploiement de plusieurs milliers d'ougandais, appuyés par des mercenaires érythréens, somaliens et éthiopiens, en janvier 1997 confirme l'importance de l'implication de Kampala au Zaïre .

Néanmoins, l'Ouganda n'est pas épargné par le vent de violence qui souffle dans la vallée du Rift autour des Grands Lacs. En effet, le Président Museveni ne parvient pas à écraser la rébellion de la Lord Resistance Army (LRA) de l'ancien prêtre Joseph Kony, soutenue par Khartoum. Prétendant vouloir instaurer un régime basé sur les Dix Commandements, la LRA opère préférentiellement dans les districts de Kitgum et de Gulu, dans le nord du pays, utilisant l'enlèvement pour recruter ses troupes. Les agissements de la LRA ont entraîné le déplacement de quelques 11500 personnes.

A l'ouest, un autre mouvement rebelle, l'ADF (Allied Democratic Forces) opère depuis novembre 1996, composé notamment de musulmans ougandais. Il est à présent aidé par d'anciens soldats zaïrois ainsi que par des militaires et des miliciens hutus rwandais chassés de l'est de la RDC. Les combats ont obligé les autorités à fermer le parc touristique des monts Ruwenzori. L'activité touristique naissante est désormais affectée par cette insécurité. Des sources humanitaires estiment à 65 000 le nombre de déplacés dans ce district ; près de 30 000 personnes s'étaient réfugiées dans l'est de la RDC, mais la moitié environ

est revenue. Enfin, l'Ouganda est touché par le conflit qui déchire le Soudan, pays avec lequel il partage plusieurs centaines de kilomètres de frontière Nord.

Quoiqu'il en soit, le bilan est incontestable. Depuis douze ans que Museveni est au pouvoir, la scène politique s'est stabilisée et l'économie a été redressée, attirant sur l'Ouganda, pays phare de la région des Grands Lacs, les faveurs des Etats-Unis.

Un accord de paix a été conclu en avril 1997 entre le gouvernement ougandais et certains groupes rebelles, prévoyant un référendum sur l'autonomie du Sud-Soudan, mais l'Armée Populaire de Libération du Sud-Soudan (SPLA), aidée par l'Ouganda et l'Alliance Nationale Démocratique (NDA), aidée par l'Érythrée, refusent ce texte et sont déterminées à conquérir l'indépendance par la force.

Ainsi à l'instar du Rwanda et du Burundi, qui, s'étaient octroyées une zone tampon derrière la frontière zaïrois afin d'écartier les menaces qui pesaient sur leur frontière occidentale, l'Ouganda prend le parti de Kabila. Kampala lève donc une « légion tutsie »(ainsi appelée par les analystes des services de renseignement occidentaux) qui comptera jusqu'à quinze mille hommes, pour appuyer les forces de l'AFDL contre l'armée du Maréchal Mobutu.

De fait un axe Tutsi se crée. Il s'agit de la liaison Kampala - Kigali - Bujumbura. Cependant, il ne constitue pas le seul appui régional qu'ait obtenu l'AFDL.

Cette coalition de pays limitrophes du Zaïre portera, le 17 mai 1997, Laurent Désiré Kabila au pouvoir. Après la proclamation de la République Démocratique du Congo, les alliances entre les différents pays d'Afrique et l'ancien Zaïre seront renversées. Une nouvelle donne géopolitique régionale va donc apparaître

L'avènement de Laurent Désiré Kabila à la tête de la RDC constitue donc une nouvelle donne géopolitique régionale. Malgré tout ces événements suscitent de nouvelles convoitises en RDC

32- de nouvelles alliances.

La proclamation de la RDC a, nous l'avons vu, mis en place un axe Kampala-Kigali- Bujumbura- Kinshasa. Il convient maintenant de se pencher sur l'attitude qu'adoptent les autres acteurs de la région vis-à-vis de cette alliance.

321 La République Sud Africaine (RSA)

Après la victoire de Kabila, l'Afrique du sud est en première ligne pour offrir à la RDC son assistance et son expérience. Le Ministre des affaires étrangères sud-africain met à disposition une équipe d'assistants techniques issus de diverses administrations. L'Afrique du Sud se propose aussi de coordonner l'aide étrangère.

Ces dernières initiatives n'ont pour but que de s'attirer les bonnes grâces de Kinshasa afin d'obtenir des parts du marché minier dans la nouvelle RDC. En effet, les autorités congolaises souhaitant créer un consortium minier entre des partenaires étrangers et la Gécamines, considèrent les différentes offres.

Se trouvent donc notamment sur les rangs, pour l'exploitation des gisements de cuivre et de traitement du cobalt, l'américain America Mineral Fields Inc. (AMF, qui avait financé en partie la campagne de Kabila) et le Sud Africain Anglo-American Corporation of South Africa. D'abord retenue, l'offre d'AMF s'est vue rejetée au profit de celle d'Anglo-American, les rebelles cherchant à acquérir plus de légitimité. En ce qui concerne l'exploitation diamantifère, le Sud-Africain De Beers (faisant partie du même conglomérat qu'Anglo-American) qui était, sous Mobutu, l'acheteur exclusif (officiellement) s'est vu retirer son monopole. Il n'en garde pas moins une place prépondérante sur ce marché, en raison de sa maîtrise du commerce mondial des gemmes.

A côté de l'or et du diamant, bien d'autres activités se développent en direction du Zimbabwe, de la Zambie, du Mozambique ou du Kenya. Concernant l'investissement direct à l'étranger en provenance d'Afrique du Sud on constate un triplement des crédits de 1900 à 1995. Mais suite aux accords de Lusaka, la RSA va prendre du recul.

321 mise en place d'un axe privilégié mais fragile OUGANDA-RWANDA-BURUNDI

Lors du premier sommet tripartite entre les chefs d'Etat de la RDC, Laurent Désiré Kabila, d'Ouganda, Yoweri Museveni, et du Rwanda, Pasteur Bizimungu, le 13 août 1997, ces trois Etats ont pris des mesures visant à renforcer leurs échanges et leur coopération. Ce sommet a donc eu une forte valeur symbolique pour la région des Grands Lacs alors que le Congo Brazzaville, mais aussi le Kivu, étaient à nouveau en guerre C'est notamment lors de ce sommet qu'a été

proposée une « initiative de paix » pour le Congo-Brazzaville. C'est une tentative de résolution de crise sur le plan régional.

La prise de Kinshasa par les forces de l'AFDL n'a en effet pas mis fin aux affrontements dans l'est de la RDC. Les accrochages se sont poursuivis, les forces en présence ont changé : côté Tutsi, les soldats de l'APR sont toujours aidés des Banyamulenge, mais aussi d'autres soldats de l'AFDL, tandis que côté hutu, les ex-FA.R et les milices Interhamwe se sont alliées aux soldats en déroute des FAZ ainsi qu'aux milices Mai-Maï.

Ces combats ont commencé à s'intensifier lorsque, fin septembre 1997, anticipant une offensive des Mai Mai et de leurs alliés, 1 000 soldats de l'APR ont pris l'aéroport de Bukavu avant de se déployer dans les centres névralgiques du Sud-Kivu. Ces combats continuent aujourd'hui encore d'ensanglanter la région.

323 création d'un axe Angola- Kinshasa –Tanzanie.

En effet sur la façade occidentale l'Angola trouve un intérêt à se mêler à la crise même si au début Luanda ne répondait pas aux appels de Kigali.

L'implication de l'Angola aux côtés des rebelles zaïrois s'est faite au début de l'année 1997. C'est à cette époque que Luanda a dépêché auprès des troupes de l'alliance, des soldats angolais, pour la plupart fils d'anciens gendarmes Katangais. Cinq bataillons d'infanterie et un bataillon d'artillerie ont ainsi rejoint l'est du Zaïre à bord d'avions de la TAAG (la compagnie aérienne angolaise) et de la Sonangol (la compagnie nationale pétrolière). Luanda a également envoyé deux de ses généraux spécialistes de stratégie et de formation militaire, accompagnés de quarante trois instructeurs.

En outre, le long de la frontière entre l'Angola et le Zaïre, mais aussi au Cabinda (l'enclave angolaise située entre le Congo Brazzaville, le Zaïre et l'Océan Atlantique), Luanda masse des troupes, prêtes à intervenir. Cela se produit en avril 1997 avec la prise de Iema, dans la région du Bas-Zaire, à partir du Cabinda, et celle de Tshikapa, petite ville diamantifère du Kasii-Occidental, à partir de l'Angola.

Enfin du côté de l'Afrique des Grands Lacs, la Tanzanie est, plus que la Zambie et le Soudan, directement impliquée dans les conflits interethniques. En effet, possédant des frontières avec l'Ouganda, le Rwanda, le Burundi et la RDC, la Tanzanie reçoit jusqu'à 300 000 réfugiés durant les guerres civiles au Rwanda et au Burundi ainsi que durant la campagne pour la prise du pouvoir par l'AFDL .

A l'issue de la proclamation de la République Démocratique du Congo, l'échiquier géopolitique régional subit donc de nombreuses tensions ainsi que des frictions. C'est dans ce décor que Kabila va avoir l'occasion de faire ses premières armes sur la scène internationale lors d'une guerre civile qui va ravager le Congo Brazzaville de juin à octobre 1997.

33- Une constante : les pays occidentaux

331 Cas de la Belgique

Durant la période coloniale, la Belgique se fournissait, pour un grand nombre de matières premières minérales et agricoles, dans sa colonie du Congo. Cette habitude s'est maintenue après la décolonisation. La présence belge en RDC est encore importante. L'encadrement ou le capital de nombreuses sociétés implantées là-bas proviennent de Belgique. L'ancienne puissance coloniale a donc gardé de nombreux intérêts en RDC.

Jusqu'à la chute de Mobutu, les liens entre la Belgique et son ancienne colonie se caractérisent par une succession de tensions et de rapprochements.

Ainsi, dès l'indépendance, à la suite d'une mutinerie des soldats congolais contre leurs officiers belges en juillet 1965, le Royaume lance sa première intervention militaire pour protéger les européens au Congo Léopoldville, sans l'accord du Ministre congolais de la défense,. En outre, il n'est pas certain qu'à la même époque, lors de la déclaration de l'indépendance du Katanga, les troupes rebelles aient refusé leur appui au chef des sécessionnistes Moïse Tshombé.

Cependant, durant l'été 1964, lorsque ces mêmes séparatistes prennent le contrôle de Kisangani, la Belgique prend le parti du gouvernement congolais en envoyant ses parachutistes libérer la ville.

Après l'avènement de Mobutu, le 24 novembre 1965, la mise en place de la politique d'authentification et de « zairianisation », en 1971, donne lieu à de nombreuses mesures frappant les intérêts belges, comme le remplacement progressif des cadres (majoritairement belges) de la Gécamines par des Zaïrois. Dans le même esprit, le Gouvernement de Mobutu dénonce, en 1974, le traité d'amitié belgo-zairois.

Toutefois, cela semble oublié lorsque, à la suite d'une nouvelle invasion au Shaba (ex Katanga) par le FLNC, les parachutistes belges, suivent les légionnaires parachutistes français pour reprendre Kolwezi en mai 1978.

Mais lorsque, en septembre 1991, les militaires zairois pillent Kinshasa, la Belgique envoie à nouveau ses troupes, plus d'ailleurs pour évacuer ses ressortissants que pour aider le régime zairois à réinstaurer l'ordre.

Mais avec l'avancée de Kabila, le gouvernement belge n'hésitera pas à déclarer en mars 1997 que «l'époque de Mobutu est révolue». La « Real politik » prévaut plus que jamais.

Rapidement après la prise du pouvoir par Kabila, la Belgique a cherché à normaliser ses relations avec la RDC. Ainsi, au mois d'août 1997, à l'issue d'une visite de trois jours à Kinshasa, le Secrétaire d'Etat belge à la Coopération et au Développement, M. Réginalt Moreels, a annoncé une reprise progressive de la coopération structurelle et institutionnelle avec la RDC, après six années d'interruption. Pour le gouvernement de Kabila, la reprise de la coopération avec la Belgique signifie une reconnaissance diplomatique de poids, par le retour en RDC d'un des principaux partenaires du Zaïre. Ce renouveau de la coopération belgo-congolaise se confirmera et s'amplifiera lorsque la Banque Mondiale et la RDC choisiront Bruxelles pour tenir la réunion des « Amis du Congo » les 3 et 4 décembre 1997.

Enfin, bien que primordiale pour les deux parties, cette coopération de la Belgique avec la RDC n'en est pas moins discrète. En effet, d'un faible poids sur l'échiquier international en raison de sa taille réduite et de sa sphère d'influence limitée pratiquement à l'Afrique des Grands Lacs, l'ancienne puissance coloniale préserve discrètement, mais avec continuité, ses intérêts en RDC. Tel n'est pas le cas de la France dont la présence en Afrique, bien qu'étendue, n'atteint plus que difficilement l'ancien Zaïre. Quoi qu'il en soit, le caractère global de la politique africaine de la France oblige à traiter plus longuement de la place de l'hexagone en RDC.

332 Cas de la France

3321 généralités

La politique africaine de la France fait, en principe, partie de la politique étrangère mais des structures propres et des rapports différents en ont fait un domaine tout à fait à part et particulièrement flou. Il existe une fluctuation permanente de la notion de pays du champ, c'est à dire des Etats relevant autrefois du Ministère de la coopération, et de celle de pays hors champ, c'est à dire relevant du Ministère des affaires étrangères. La notion de pré-carré, désignant les amis les plus fidèles de la France, est tout aussi fluctuante en fonction de la période étudiée, bien qu'elle comprenne traditionnellement le

Sénégal, la Côte-d'Ivoire, le Gabon, le Cameroun. A certaines époques y ont figuré d'autres pays comme le Togo ou le Zaïre.

La politique africaine de la France appartient en outre au domaine réservé du ' Président de la République. Cette notion est un fait de la Cinquième République et aucun chef d'Etat français depuis le Général de Gaulle ne l'a remise en cause.

Ainsi, tous les Présidents ont éprouvé le besoin de justifier la politique de la France en Afrique, plus d'ailleurs pour se positionner sur le plan international et rassurer leurs partenaires africains que pour convaincre l'opinion française. Les discours tenus à ce sujet reprennent toujours les mêmes thèmes : aux justifications relevant de la défense des intérêts stratégiques nationaux se joignent des justifications d'ordre moral et historique en raison des relations du passé. A cela s'ajoute celui de la démocratisation des pays africains lors de la XVIème' Conférence des chefs d'Etats de France et d'Afrique réunie en juin 1990 à La Baule : le Président Mitterrand y a annoncé, dans son discours du 20 juin, la mise sous condition de la coopération à l'instauration du processus démocratique.

Quoi qu'il en soit, il importe aux yeux des Africains que les décisions ne soient pas prises à leur insu et qu'à l'échelon local, la question soit la plus simple. En outre, l'idée d'impliquer davantage les associations, les ONG, les villes et la coopération interrégionale est bien accueillie dans les pays intéressés. Surtout, les Africains sont de plus en plus conscients qu'ils doivent, avant tout, compter sur leurs propres forces, face à une volonté clairement affichée de la France de prendre temporairement du recul.

3322 Implication de la France dans le Zaïre et dans la RDC.

Même sous Mobutu, il n'a jamais existé d'accord de défense entre la France et le Zaïre permettant à Paris d'intervenir directement dans l'ancien Zaïre. Les deux pays ont seulement signé, entre mai 1974 et février 1978, une série de textes qui prennent la forme d'un accord général de coopération militaire et technique, assorti de quatre arrangements et de quatre avenants précisant les modalités de cette coopération en matière terrestre et aérienne. Aucun de ces textes ne prévoit l'éventualité d'une action de la France pour secourir le Zaïre sans la demande expresse de Kinshasa. En revanche, la France peut faire valoir la nécessité de protéger les ressortissants étrangers et, le cas échéant, de les évacuer, pour intervenir. Ce type d'action de la France au Zaïre s'est produit à trois reprises. Entre le 11 mai et le 14 juin 1978, le Front National de Libération du Congo (FLNC) tente une invasion du Shaba. Dans le cadre de cette opération, des rebelles Katangais prennent la ville minière de Kolwezi. Le Président Mobutu ayant fait appel à l'aide internationale et au vu du nombre des expatriés français installés à Kolwezi, le Président Giscard d'Estaing décide d'intervenir. Au-delà

de la coopération franco-zairoise, cette intervention s'inscrit dans une logique d'affrontement Est-Ouest. Si le régime mobutiste est soutenu par le bloc Ouest et, en l'occurrence, par la France, le FLNC profite de l'appui du gouvernement marxiste angolais.

Durant l'automne 1991 partis du Camp de Njili aux environs de Kinshasa, des éléments révoltés des FAZ pénètrent dans la ville courant septembre 1991 et déclenchent émeutes et pillages. Le 24, la France dépêche à Kinshasa des Marsouins du 3ème Régiment Parachutiste d'infanterie de Marine et du 6ème Bataillon d'infanterie de Marine prépositionné à Libreville (Gabon), pour évacuer ses ressortissants. L'opération se solde, selon la radio, par dix-huit morts, dont un militaire français, et une soixantaine de blessés.

Face à la recrudescence de la violence, le 27 octobre 1991, français et belges rapatrient d'autres ressortissants. En outre, l'un des principaux partis de l'opposition demande à la France de maintenir quelque temps ses troupes pour éviter un massacre. Payés avec des billets refusés par les commerçants, des militaires zairois se mutinent à nouveau à Kinshasa le 28 janvier 1993. Dans les émeutes, les morts se comptent, selon les sources, par dizaines ou par centaines. Notamment, l'ambassadeur de France Philippe Bernard est tué dans son bureau par une balle perdue. Le 29 janvier, les ambassades commencent à évacuer leurs ressortissants et les premiers soldats français arrivent dans la capitale.

Enfin, une dernière intervention française sera exécutée lors du génocide rwandais, au terme de la résolution 929 du Conseil de Sécurité des Nations Unies. Le 21 juin 1994, lorsque l'opération Turquoise est déclenchée, la France revient au Zaïre. En effet, basée à Goma, dans le Kivu, l'opération aura lieu du 23 juin au 21 août 1994. La location d'une trentaine d'avions de transport russes permet la mise en place d'un pont aérien de 8 000 km vers Goma et une base aérienne est implantée à Kisangani.

L'implication de la France de façon significative dans le règlement des crises intérieures du Zaïre même au travers de RESEVAC ou d'opérations militaro-humanitaire va à terme compromettre ses chances d'être une nation acceptée par les nouveaux dirigeants.

Lorsque le Kivu s'envenime en octobre 1996, la France intervient à nouveau. Si à la fin du mois d'octobre, Jacques Chirac propose une résolution diplomatique de la crise il se dit prêt à participer à une intervention pour rétablir la sécurité dès le début de novembre et ne reçoit qu'une fin de non recevoir des principaux intéressés.

Commence alors une rude campagne pour convaincre les différents partenaires de la France, notamment au sein de l'ONU. Les Etats-Unis, qui sont les plus réticents à intervenir, en partie à cause des élections présidentielles qui se tiennent au même moment, donnent enfin leur accord au bout d'une semaine. Ils envoient, le 12 novembre, une équipe d'une quarantaine de militaires pour évaluer la situation sur place. Prévu au départ à 5 000 hommes par la France, les perspectives d'effectif montent à la mi-novembre jusqu'à 10000 à 15000. Les pays qui se proposent pour intervenir sont la France, qui est à l'initiative du projet, le Canada, qui semble indiqué pour diriger la force d'intervention à cause de son bilinguisme, les Etats-Unis, qui fourniront le gros des troupes et du matériel, la Grande Bretagne, l'Espagne, l'Italie et de nombreux pays africains sous l'égide de l'OUA. Certains pays européens, l'Allemagne et la Belgique se disent prêts à assister matériellement cette force.

Le 15 novembre, le Conseil de Sécurité de l'ONU décide de son envoi dans sa résolution 1080 Sa mission principale sera de permettre l'acheminement de l'aide humanitaire auprès des personnes réfugiées et déplacées et de favoriser le retour dans l'est du Zaïre des organisations humanitaires. La force devra aussi faciliter le rapatriement librement consenti des réfugiés, par le Haut Commissariat aux Réfugiés (HCR), L'opération qui prendra fin le 31 mars 1997 aboutira à une mission de suivi. Tel est le projet.

Mais les difficultés de mise en oeuvre dissuadent les pays de s'engager dans un projet aussi ambitieux Ainsi, l'idée d'opération se transforme progressivement en un projet d'assistance humanitaire avec largage de vivres et de médicaments aux réfugiés. Enfin, le retrait progressif des différents partenaires, en particulier celui des Américains, fera dissoudre, le 6 décembre, la force d'intervention au Zaïre avant même qu'elle ait existé, Tout au plus la France déploiera-t-elle une à deux compagnies à Brazzaville en raison des incertitudes liées à la situation au Zaïre .

Lors de l'avancée de Kabila, la France tentera, dans un dernier espoir, de renforcer les FAZ en participant indirectement au recrutement de mercenaires. En vain ceux-ci tenteront de tenir Kisangani, mais on les verra battre en retraite comme toutes les forces sur lesquelles s'appuie Mobutu.

A la suite de la prise du pouvoir par l'AFDL, tout porte à croire que la France, qui a trop longtemps soutenu Mobutu, est écartée de la nouvelle RDC. En effet, Laurent Désiré Kabila lui pardonne difficilement son soutien au Zaïre mais lui reproche aussi son ingérence sur le continent africain. De même il n'accepte pas de ne pas avoir été invité lors du Sommet de la francophonie qui s'est tenu à Hanoi du 14 au 16 novembre 1997.

Cependant, les relations entre les deux pays ne semblent pas définitivement compromises et des actes manifestent cette bonne volonté. Déjà le 28 mai 1997, le Secrétaire Général adjoint de l'AFDL se félicitait du rapprochement de la France quelques jours après le voyage en RDC de Jean-Pierre Lafon, Directeur des Français à l'étranger au Ministère des affaires étrangères. De même, Kabila annonçait, le 27 juillet 1997, que les relations entre la RDC et la France étaient en voie d'être normalisées et il en donnait comme preuve la visite, au même moment, de son Ministre de l'économie, de l'industrie et du commerce en France.

De même la France entame une nouvelle partition avec le Rwanda. Reprenant les paroles de M. Kagame : Nous sommes l'un et l'autre d'accord que cette visite marque le début d'un nouveau processus. Cette rencontre historique a eu lieu le 15 janvier 2000 entre le nouvel homme fort du pays et Charles Josselin. Deux raisons expliquent ce nouvel intérêt.

Tout d'abord il ne faut pas laisser le champ libre aux américains dans cette zone. Ces derniers même discrets, demeurent toujours très actifs dans cette partie de l'Afrique. Ils apparaissent comme les vainqueurs dans le cadre de cette recomposition de l'Afrique médiane.

De plus la gestion de ce conflit par les différents pays riverains commence à leur coûter cher. Ainsi l'Ouganda rencontre des problèmes dans le cadre de l'entretien et du paiement de plus de 15000 hommes dans le nord du Congo ainsi que dans l'armement de deux des trois mouvements rebelles congolais. Par ailleurs au Rwanda, les décideurs qui appuient eux aussi un mouvement rebelle adoptent la même attitude. Ces pays souhaiteraient obtenir des subsides d'autres partenaires ou d'anciennes puissances coloniales.

La France tient là une chance de revenir dans cette zone après 6 ans de purgatoire. Quoiqu'il en soit, elle devra entreprendre d'énormes initiatives pour faire oublier sa collaboration dans le drame rwandais, son manque de réactivité face à la chute de Mobutu et enfin le manque de crédibilité depuis le discours de la Baule.

C'est pourquoi Paris doit trouver une nouvelle politique africaine. Elle doit être globale, hors du pré-carré et surtout contrebalancer le jeu américain dans cette partie de l'Afrique.

333 La place des Etats Unis en RDC.

3331 Généralités

Durant la Guerre froide, les Etats-Unis préfèrent à l'intervention ouverte, la discrétion et l'action indirecte pour agir en Afrique. Déjà très engagés en Asie du Sud-Est et l'Amérique du Sud, les Américains sont presque absents du continent noir. A partir de la fin des années soixante, l'opinion publique américaine se montre de moins en moins favorable à toute intervention extérieure. C'est pourquoi les Etats-Unis choisissent d'agir indirectement, en soutenant les anciennes puissances coloniales ou les régimes africains intégrés au bloc occidental. Ils utilisent le cas échéant leurs services secrets. La guerre civile en Angola en est un exemple marquant : afin de repousser le MPLA, les Etats-Unis prennent le parti de l'UNITA qu'ils vont soutenir par l'intermédiaire du Zaïre, pays de la sphère d'influence française.

Ce moindre intérêt des Etats-Unis pour l'Afrique se révèle dans le fait que la dernière visite d'Etat d'un Président américain dans ce continent, avant celle de Bill Clinton en mars 1998 remonte à 1978 lors de la tournée de Jimmy Carter.

C'est en effet avec le Président Clinton que la diplomatie américaine s'est penchée sur le continent noir. Caractérisée par le retrait du contrôle soviétique dans les pays africains ralliés au bloc Est, l'après-guerre froide a vu se déclencher nombre de conflits de basse intensité dont la presse et l'opinion publique occidentales se sont émues, obligeant leurs gouvernements à intervenir.

En juin 1994, quatre mois après le génocide Hutus contre les Tutsis au Rwanda, quelques 3 000 soldats américains fournissent un soutien logistique aux organisations humanitaires venues en aide aux réfugiés. Les troupes assurent la sécurité des aéroports de Goma au Zaïre, et de Kigali au Rwanda, ainsi que la purification et la distribution de l'eau à Goma. Les militaires passent le relais aux civils en septembre 1994.

En marge de ces interventions à dominante militaro-humanitaire, Clinton a mis en place un lien diplomatique entre les Etats-Unis et certains pays d'Afrique. Avant de se rendre lui-même sur le continent africain noir fin mars 1998, il y a successivement mandaté deux secrétaires d'Etat: Warren Christopher, en octobre 1996, et Madeleine Albright, en décembre 1997. Leur action se focalise essentiellement sur l'Afrique médiane.

L'action diplomatique américaine en Afrique s'appuie sur un certain nombre de nouveaux dirigeants (la « deuxième génération » de chefs d'Etat après les indépendances). Ainsi, les diplomates américains ne tarissent pas d'éloges à

l'égard de Yoweri Museveni, le Président ougandais, qui apparaît comme l'archétype de ce nouveau modèle de dirigeants apparus pour la plupart sur la scène régionale depuis moins de dix ans. On compte notamment l'Ethiopien Meles Zenawi, l'Erythréen Issayas Afewerki, le Rwandais Paul Kagamé le Congolais Laurent Désiré Kabila. Certains d'entre eux ont été formés aux Etats Unis.

Ces nouveaux hommes présentent un certain nombre de traits communs. D'abord, ils ont accédé au pouvoir à l'issue d'une rébellion victorieuse. Ensuite, ils entretiennent d'excellentes relations avec leurs principaux bailleurs de fonds qui leur octroient plusieurs centaines de millions de dollars d'aide annuelle, affirment mépriser la démocratie et la corruption et courtisent les médias occidentaux. Enfin, et surtout, ils ont rompu avec la doctrine de non-ingérence dans les affaires des autres Etats qui prévalait sur le continent depuis plusieurs décennies. La coalition qui a soutenu la prise du pouvoir par Kabila en est le meilleur exemple.

Au-delà de la promotion de ces nouveaux gouvernements sur la scène internationale, le lien diplomatique vise à accéder aux ressources que ces pays recèlent et à ouvrir de nouveaux débouchés à la production américaine. A cet effet les Etats-Unis mettent en place les structures juridiques nécessaires à l'élaboration d'un flux import-export vers l'Afrique.

La proposition de loi sur la croissance et les débouchés économiques en Afrique (Africa Growth and Opportunity Act) a été adoptée par la Chambre des Représentants en mars 1998 et transmise au Congrès. Cette loi vise à redéfinir et à développer les relations commerciales entre les deux continents ainsi qu'à aider l'Afrique à entrer dans l'économie mondiale tout en s'assurant que les Etats-Unis en profiteront. Ceux-ci ne sont que le cinquième fournisseur de l'Afrique, avec à peine 8 % de parts de marché et 6 milliards de dollars de ventes annuelles, tandis que les exportations africaines vers les Etats-Unis, largement dominées par le pétrole, sont estimées à 15 milliards de dollars.

C'est au Président des Etats-Unis qu'il reviendra de déterminer quels sont, parmi les quarante huit pays d'Afrique sub-saharienne, ceux désormais bénéficiaires des programmes d'aides américains. Les parlementaires ont défini un certain nombre de critères de sélection. Enfin l'année 2000 vient d'être décrétée année de l'Afrique par les Etats Unis. Cette annonce émane de l'ambassadeur des Etats Unis ,M Holbrooke. Nul doute que l'Afrique médiane sera le point de départ de cette conquête.

3332 Implications des Etats-Unis en RDC.

Lorsque Mobutu prend le pouvoir en 1965, les Etats-Unis lui accordent un soutien de fait en ne le condamnant pas ouvertement. Il est en outre vrai que le précédent gouvernement n'était pas résolument tourné vers le bloc Ouest. Par la suite, durant la Guerre froide, c'est par l'intermédiaire des anciennes puissances coloniales et des services spéciaux que Washington maintient le Zaïre dans l'aire d'influence occidentale, comme nous l'avons déjà vu.

Cependant, après la chute de l'Union Soviétique, les Etats-Unis, mais aussi la Belgique et la France, n'ayant plus besoin de refouler le communisme en Afrique, retirent leurs faveurs au Maréchal Président.

En outre, c'est à cette époque que les Etats-Unis commencent à aider cette nouvelle génération de chefs d'Etats africains. En effet, Yoweri Museveni prend la tête de l'Ouganda en 1986 et aide par la suite le FPR jusqu'à sa prise du pouvoir au Rwanda où Paul Kagamé est nommé Vice-président du Rwanda.

Cette prise de position américaine se retrouve durant la guerre du Kivu, en octobre et novembre 1996, et dans la campagne de l'AFDL pour la prise du pouvoir au Zaïre. A la suite de l'incursion tutsie dans la province du Kivu, la France, qui croit encore à la pérennité du Zaïre, propose l'envoi d'une force afin d'assurer la protection des réfugiés fuyant devant les Banyamulenge et leurs alliés. Tout porte à croire qu'à ce moment, les Etats-Unis avaient déjà choisi leur camp. En effet, si cette force n'a pu être envoyée, c'est bien parce que les Etats-Unis ont mis longtemps à y apporter leur indispensable soutien. Leurs avions de transport C 5A Galaxy étaient les seuls en mesure d'assurer la logistique d'une telle opération.

Par ailleurs, lorsque l'AFDL commence son avancée au Zaïre, elle jouit des appuis de l'Ouganda et du Rwanda. Or à cette époque, Kampala bénéficie déjà de l'aide des Etats-Unis qui s'intéressent notamment aux ressources minières de la région des Grands Lacs. En outre, Kigali tire aussi profit de cette aide, au moins indirectement par le biais de l'Ouganda. Cette assistance se révèle au grand jour lorsque les corps de deux américains sont découverts au Zaïre, en mars 1996. Déjà auparavant, des doutes existaient sur la présence d'Américains en appui de l'AFDL. Quoi qu'il en soit, ceux dont les corps ont été retrouvés ont été officiellement reconnus comme des mercenaires envoyés par une société américaine spécialisée, en tant que conseillers auprès des forces rwandaises et éventuellement détachés à l'AFDL.

La prise du pouvoir par l'AFDL, le 17 mai 1997, suscite des réactions internationales plutôt favorables. Les Etats-Unis accordent ainsi une reconnaissance de fait au nouveau régime de Kinshasa en prenant acte de sa

victoire. Kabila est alors inclus dans le cercle des dirigeants africains de la deuxième génération, amis des Etats-Unis.

Cela ne tarde pas à se concrétiser puisque, dès juillet 1997, ils prennent l'initiative d'une coopération lors d'un voyage du Ministre des Affaires étrangères congolais, Bizima Kahara. En effet, en même temps que cette visite se déroulait, le Sénat tenait une série d'audiences sur la RDC. Le Secrétaire d'Etat aux affaires africaines y reconnaissait les puissants intérêts que les Etats-Unis avaient en RDC.

Le Problème auquel les Etats-Unis sont confrontés en octroyant leur appui à Kabila, réside dans le fait qu'il est difficile pour une démocratie libérale d'accorder ouvertement son soutien à un pays qui méprise les droits de l'homme ou qui empêche l'action des Nations Unies. Ainsi, les Etats-Unis n'ont pu que déplorer l'interdiction des partis politiques en septembre 1997, l'exil du chef de file de l'opposition, Etienne Tshisekedi et l'exécution d'une vingtaine de civils après jugement par des tribunaux militaires d'exception en mars 1998 ou encore l'interdiction, en avril 1998, de l'enquête des Nations Unies sur les massacres de réfugiés dans le Kivu.

Aujourd'hui les Etats Unis recentrent donc leurs ambitions sur cette partie de l'Afrique. Elle leur permet d'isoler le Soudan d'où l'appui sans faille au régime ougandais. Par ailleurs ils se positionnent pour la conquête de l'Afrique francophone.

Pour conclure, force est de constater que depuis 1994, l'Afrique médiane a vu ses équilibres politiques et stratégiques profondément modifiés. En effet les conflits aux marches orientales de l'ex Zaïre et la crise du Congo Brazzaville ont amené la chute des régimes Mobutu et Lissouba.

En s'emparant du pouvoir en 1997 Laurent Désiré Kabila et ses parrains bienveillants ont mis en évidence l'imbrication des mouvements de guérillas ainsi que la régionalisation des conflits. De plus suite à ce conflit, des puissances régionales sont apparues comme le Rwanda, l'Ouganda, la RSA et l'Angola. De nouvelles alliances et de nouveaux axes se sont créés. A terme c'est l'ensemble du Zaïre qui est susceptible de basculer vers la zone de l'influence de l'océan indien. Pour autant il ne faut pas oublier l'apparition d'une forme d'interventionnisme africain avec la création de structure régionale de conflit qui remplacent l'incurie de l'OUA et de l'ONU.

Malgré tout, la coalition victorieuse de 1997 est fragilisée. Elle n'a tenu qu'un temps à savoir celui où les pays riverains du Zaïre souhaitaient solder les comptes avec le principal bailleur de fond des différentes guérillas avoisinantes (UNITA, INTERAMWHE, FNI et WNBF)

Quoiqu'il en soit Laurent Désiré Kabila aura su habilement utiliser l'Angola pour desserrer l'étreinte de ses anciens tuteurs ougandais et rwandais. Il a aussi profité des buts de guerre différents entre ces deux pays. En revanche il doit payer comme tribut à cette politique d'accepter une guerre civile dans tout le grand Est de la RDC. Cette zone reste toujours instable. Elle demeure l'élément clé de tout équilibre géopolitique de cette partie de l'Afrique. Du devenir de ce pays dépend donc toute la stabilité de la région.

La question se pose donc de savoir si les différentes puissances étrangères se contenteront du morcellement de la RDC avec l'exploitation systématique de ses ressources. A l'inverse le nouvel homme fort de la RDC sera-t-il en mesure de pacifier son pays ?

Il apparaît donc hasardeux d'annoncer la mise en place d'un nouvel ordre régional ainsi qu'un nouvel équilibre de puissance. Certes l'Angola et l'Ouganda semblent les grands bénéficiaires de cette crise. L'Ouganda a détrôné le Kenya comme grande puissance politique et militaire de l'Afrique médiane. L'Angola possède aussi des atouts importants dont celui d'être à la charnière entre Afrique australe et Afrique médiane. Enfin la RSA ne devrait pas non plus rester trop longtemps inactive dans le cadre de cette recomposition..

A moyen terme on peut prévoir que ces ambitions de puissance ne conduiront pas obligatoirement l'Ouganda, l'Angola et la République Sud Africaine les trois acteurs vers un affrontement armé ouvert. Il semble plus probable que nous assisterons à la construction de sous-sphères d'influences. Dans l'immédiat, la situation politique et sécuritaire des deux Congo reste déterminante. A ce titre les USA ne restent pas inactifs. Pour l'instant ils apparaissent comme les grands vainqueurs de cette recomposition africaine. Dans ce sens les voyages récurrents de Mme Albright dans cette région et l'annonce par le département d'état que l'Afrique sera au centre de leur préoccupations atteste bien de leur détermination.

C'est pourquoi il appartient à la France de contrer cette avancée anglophone sous peine de voir son leadership contesté dans des sphères plus traditionnelles acquise à sa cause comme l'Afrique de l'Ouest.

Bibliographie

Revues

Les cahiers de Mars ;

Revue de la défense Nationale

Marchés tropicaux et méditerranéens

Différents articles de Jeune Afrique

Presse

Articles du journal Le monde ;

Articles du journal Libération ;

Articles du journal Le Soir ;

Différents articles de Jeune Afrique

Ouvrages

La politique internationale des grands Lacs : édition KARTALA;

L'Ouganda nouvelle puissance régionale : édition KARTALA;

Les Congo édition : KARTALA ;

La politique africaine des USA : édition KARTALA;

L'Etat du monde 1999 : édition la découverte

Dictionnaire de géopolitique des Etats 1998 M yves Lacoste ;

Puissances et Influences 2000, éditions mille et une nuits ;

L'atlas 2000 des conflits : manière de voir – le monde diplomatique ;

L'Afrique internationale dans le monde : Critique internationale – *automne 1999*

La résolution des conflits en Afrique : William Zartmann- *l'Harmattan*

Les acteurs réels de la crise en Afrique centrale : Michel Klen 1999